

**DIRECTION DIOCESAINE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE**  
**BUREAU DE LA DIRECTRICE DIOCESAINE**

Téléphone : 23.24.20

Télécopie : 23.24.10

Mél : [kevin.paillandi@ddec.nc](mailto:kevin.paillandi@ddec.nc)



Nouméa, le 24 Avril 2023

N/Réf. : 4412/2023-04/CK/KP/174

1/3

**A l'attention de l'ensemble de la communauté éducative  
de l'Enseignement catholique en Nouvelle-Calédonie**

Mesdames, Messieurs,

Comme annoncé dans ma lettre de rentrée datée du 26 janvier 2023, j'avais souhaité partager avec vous les chantiers incontournables pour cette nouvelle année. L'un d'entre eux était de faire avancer le dossier de contractualisation afin de garantir et rendre pérenne les financements de notre Institution par les pouvoirs publics que l'on réclame depuis plus de 18 ans.

En effet, depuis notre rassemblement de 2005 et la remise de notre « Livre blanc » à l'ensemble de nos élus qui était un pari de la confiance au regard des prises de paroles rassurantes lors de cette mobilisation, rien ne s'est arrangé voire même la situation s'est dégradée au fil du temps.

Au mois de décembre 2022, nous nous sommes toutes et tous mobilisés à Ko We Kara pour montrer notre vitalité pédagogique et éducative, faire mémoire aux anciens en retraçant par une exceptionnelle exposition l'histoire de notre mission d'éducation depuis l'arrivée des premiers missionnaires et donc longue de plus de 179 années.

Aujourd'hui, malgré toutes les relances, interpellations, courriers, déclarations, rien n'avance, pire, nous arrivons à un seuil financier de rupture. Même si notre trésorerie nous a permis de faire face aux baisses drastiques de nos subventions provinciales (- 502 millions entre 2018 et 2022) et malgré la mise en place d'un plan de mesures d'économies qui a fait baisser notre masse salariale de - 13 % depuis 2019, nous n'y arrivons plus.

A notre grand regret, nous sommes confrontés à un désinvestissement financier des pouvoirs publics. Nous considérons au regard du contexte actuel où nous avons besoin d'1 milliard 300 millions pour finir l'année 2023 et au regard de certaines annonces, qu'aller au-delà, c'est prendre un risque majeur pour l'avenir de l'ensemble du réseau de l'Enseignement catholique. En effet, la Province des îles ne nous a pas réglé le montant alloué et conventionné de 2022, la province sud quant à elle ne versera que 260 millions au lieu d'1 milliard 50 millions. Seule la Province Nord a renouvelé et conventionné son accompagnement pour 2023 à la même hauteur que les trois dernières années.

Nous sommes donc aujourd'hui **CONTRAINTS** d'agir et de faire réagir les élus de ce pays. Nous avons déjà franchi les limites de l'acceptable. Nous entendons les discours bienveillants de nos dirigeants qui confirme l'importance et la place de l'Enseignement catholique dans l'échiquier éducatif du pays mais **où sont les actes ?**

.../...

.../...

Notre Ecole reste et demeure une institution éducative chrétienne de profonde immersion sociale et de proximité avec les familles et les territoires. C'est pourquoi, avec le plein soutien de Monseigneur CALVET et de l'ensemble des congrégations religieuses, composantes du Conseil d'administration de l'Enseignement catholique, nous avons décidé d'agir pour faire entendre notre requête. L'Enseignement catholique doit cesser d'être une variable d'ajustement au risque d'aboutir à un plan de licenciement collectif à motif économique. Les responsables institutionnels doivent cesser d'amputer nos financements car nous rendons un service public d'éducation de qualité. L'Education est le moteur, le vecteur du développement humain, social, économique et durable d'un pays. L'Education est de toute évidence l'un des outils les plus puissants pour lutter contre les inégalités. **Cette école plurielle qui permet la liberté de choix aux familles doit perdurer.**

2/3

Deux actions fortes et collectives ont donc été décidées :

- **Du 02 au 05 Mai 2023, la restauration scolaire et l'hébergement des élèves internes ne seront pas assurés** et les familles seront invitées à prendre leurs dispositions. Toutefois, le service d'enseignement demeurera conformément à notre contrat d'association. Le 03 mai, des délégations constituées de membres de la direction, du personnel et des parents se rendront auprès des institutions pour y déposer un courrier. Les établissements de la Province Nord ne sont pas concernés pour le moment par cette décision. Tous les établissements catholiques et structures apposeront une banderole unique sur le devant des façades afin de sensibiliser également l'opinion publique. La parole choisie est :

**« Défendons l'Enseignement catholique : Un héritage commun, un avenir partagé »**

- Si aucune avancée n'est constatée suite à la semaine du 02 au 05 mai, **une marche sera organisée le vendredi 12 Mai 2023 à Nouméa. Tous les établissements catholiques seront fermés,** et l'ensemble de la communauté éducative (dont les parents d'élèves font partie) sera mobilisé pour participer à cette action en direction du Gouvernement et du Congrès.

S'il m'appartenait avec le CAEC de les initier, il nous revient à toutes et tous de les faire aboutir. Votre présence, votre mobilisation à tous le vendredi 12 mai est donc d'une impérieuse nécessité, à la mesure du témoignage d'engagement dont vous faites preuve au quotidien auprès de nos jeunes qui nous sont confiés. Personnels enseignants, personnels non enseignants, parents d'élèves, mobilisons-nous ! Tissons tous ensemble la toile de l'Espérance et poursuivons cette démarche synodale que notre Pape nous appelle à vivre. Je rappelle que dans notre pays, il n'y a pas plusieurs jeunesse mais une seule et unique et qui a ce droit fondamental qu'est l'éducation. Nous demandons à être considérés comme de véritables partenaires de l'Education et être accompagnés avec une équité de traitement.

Avançons en rangs serrés, forts de notre savoir-faire, de notre savoir-être, de nos espoirs et de nos rêves. C'est lorsqu'on voudrait nous empêcher de rêver que le rêve doit s'imposer. Le courage s'impose afin que l'ensemble des élus entendent nos besoins.

Nous sommes conscients des perturbations, des difficultés organisationnelles pour les familles que cela va engendrer et nous tenons à nous excuser auprès de vous mais notre sonnette d'alarme est nécessaire. J'espère et je sais pouvoir compter sur tous.

.../...

.../...

Soyez en tous cas assurés de ma confiance et de mon engagement pour que vive notre Ecole, et avec elle le projet éducatif qu'elle porte mais également les emplois qu'elle représente, la dynamique éducative qu'elle apporte, les multiples compétences professionnelles dont chaque jour, et quelle que soit votre fonction, vous faites preuve au service de notre mission éducative commune. Nous devons une dernière fois alerter nos dirigeants au regard de l'urgence et leur dire que nous défendrons notre institution afin que l'on ne raye pas de la carte une histoire et un futur.



**Karen CAZEAU**  
**Directrice diocésaine**